

Joël Giraud : "Je ne serai plus jamais candidat à une élection"

INTERVIEW Le député haut-alpin depuis 2002 aborde son avenir, le désenclavement, le tourisme, l'immigration, le loup...

Par Thomas BLANCHON et M.Riouclar
TBlanchon@laprovence-presse.fr

Joël Giraud, député LaRem de la 2^e circonscription des Hautes-Alpes, balaye, pour "La Provence" l'ensemble de l'actualité nationale et locale. Rapporteur général de la commission des finances, il a une vision large sur le pays.

Quel bilan tirez-vous des élections européennes ?

Ces élections ont mobilisé particulièrement les électeurs du Rassemblement national et de La République en Marche. Le fait que Marine Le Pen soit à 0,9 point devant Renaissance ne m'a pas particulièrement affolé. Pour être très clair, je m'attendais même à pire car la campagne de Nathalie Loiseau n'était pas d'un dynamisme et d'un charisme perceptibles.

Le fait qu'il y ait des scores importants des "écologistes" fait qu'aujourd'hui on peut reprendre le débat sur les niches fiscales "anti-écologistes" comme le gasoil non-routier. Il suffit de regarder quels sont les électeurs initiaux de La République en Marche qui ont voté pour les listes "écologistes" pour se rendre compte qu'une partie des gens a voulu donner un signal. Ce type d'élection est fait pour ça. En revanche, ceux qui pensent que cela va se répercuter sur les municipales se trompent lourdement. J'ai pris acte aussi de ce à quoi je ne m'attendais pas : la disparition de la droite classique. Le résultat de Bellamy, c'est la mort définitive du Gaullisme. Donc, il faut qu'ils le reconstruisent d'une manière ou d'une autre. Ces élections m'ont conforté dans l'idée qu'il fallait recomposer le paysage politique pour que l'on ait quelque chose de plus apaisé dans la société. Je remarque aussi que les listes proeuropéennes sont quand même très largement majoritaires. Donc, je suis moins inquiet qu'en 2014 où, au contraire, les proeuropéens étaient minoritaires.

"Avant, je préférais l'extrême gauche à l'extrême droite. Aujourd'hui, j'ai du mal à les dissocier"

La politique française est actuellement réduite à un nouveau clivage entre mondialistes et nationalistes. Est-ce une bonne chose ?

Tout ce qui réduit l'offre peut être dangereux. Il suffit qu'un pilier de l'offre s'effondre et après c'est problématique. Je fais partie de ceux qui se sont battus pour qu'on puisse avoir une double appartenance à La République en Marche sans que l'on ne nie ce que l'on est. Moi je suis un Radical dans l'âme et je suis En Marche.

Le fait que LaRem ait accepté cela, même si ce n'était pas évident au début, ça peut permettre d'absorber les choses à condition d'avoir des débats internes. Il faut qu'il y ait aussi une gauche humaniste et une droite gaulliste. Après, La France Insoumise et le Rassemblement National, qu'ils fassent ce qu'ils veulent. Avant je faisais le distinguo, c'est-à-dire que je préférais l'extrême gauche à l'extrême droite, maintenant j'ai du mal à les dissocier.

On entend souvent dire que Macron fait une politique de droite. En tant que radical de gauche, comment voyez-vous les choses ?

Je suis un vrai Radical. J'ai toujours été à gauche sur les questions de société et plus à droite sur les questions économiques. En tout cas, je n'ai pas cette impression-là. Plutôt que de vouloir le grand soir qui n'arrivera jamais, il vaut mieux s'attaquer à des vrais problèmes. Si c'est être de droite que de vouloir que l'économie soit un peu libérée dans le pays le plus taxé du monde pour les entreprises, j'accepte le qualificatif.

La République en Marche regroupe des personnalités de droite et de gauche. Dans ce contexte, comment dresser une vraie ligne directrice à long terme ?

C'est un vrai sujet. Parce qu'effectivement, il peut y avoir des gens qui ont tendance à tirer le mouvement hors de son ADN initial. Je crois qu'il faut que le secrétaire général fasse très attention à cela pour qu'il y ait un équilibre et qu'on adhère intellectuellement au mouvement dans la mesure où, d'abord, on respecte les fondamentaux du mouve-



ment.

Votre choix de stopper la politique à la fin de votre mandat en 2022 est-il définitif ?

Oui. J'ai toujours dit qu'à 62 ans, il fallait arrêter. On ne peut pas prôner un âge de retraite pour les gens et ne jamais le prôner pour les élus. Certains collègues de 69 ou 70 ans sont brillants. Mais quand je vois ce que je fais en tant que rapporteur des finances et le peu de temps de repos que j'ai, au bout d'un moment, c'est difficile et tu n'amènes plus de nouvelles idées. Après, c'est s'accrocher pour quoi ? Pour avoir un titre et pour exister ? La vie politique est très exigeante si tu veux faire le job. Peut-être que je ferai quelques missions si on m'appelle, mais je ne me présenterai plus jamais à une élection. Certains me disent "Il ne faut pas que tu partes, sinon Chantal Eyméoud sera candidate avec l'étiquette LaRem aux prochaines élections législatives".

Vous la soutiendrez si tel est le cas ?

Non, c'est clair. On vit dans des mondes différents. En plus, le côté opportuniste ne me plaît pas.

Prolongation de l'A51 vers Gap et vers La Bâtie Neuve ? Il n'y a plus d'obstacles juridiques et financiers ?

L'Assemblée nationale a autorisé les Départements à revenir aux 90 km/h sur les routes secondaires. Dans les Hautes-Alpes, ça signifie qu'on pourra par exemple rouler à 90 km/h dans les cols de Vars, du Lautaret ou dans la vallée de l'Avance, mais que la limitation sera toujours à 80 sur l'axe principal, entre Gap et Briançon. Est-ce cohérent pour vous ?

Non, c'est complètement incohérent. J'étais contre le fait que l'on autorise les Départements à choisir la vitesse sur les routes secondaires. Le rétro-pédalage, c'est du grand n'importe quoi. Moi je ne serai pas revenu en arrière, puisque rouler à 90 au lieu de 80 km/h entre Gap et Briançon, on gagne une minute et trente secondes. Cela a été une mauvaise décision initiale, non pas parce que c'était 80 km/h, mais parce que c'était l'obsession du Premier Ministre et qu'il ne l'a pas expliquée, donc tout le monde l'a mal pris. Ensuite, les proportions que ça a pris, je trouve ça surréaliste et débile. Le fait qu'à l'origine, la Région nous a supprimé tous les trains domicile-travail entre Gap et Briançon était vachement plus grave que ça. Il y avait 800 personnes qui les utilisaient et qui se retrouvent aujourd'hui sur la route.

Pendant l'hiver, vous aviez interpellé Elisabeth

Borne, la ministre des Transports, à propos de l'accès aux Hautes-Alpes, qu'en est-il ?

On a parlé du ferroviaire et du routier. Le but était que l'on puisse avoir sur notre secteur une modernisation des infrastructures ferroviaires et une pérennisation du train de nuit. Là-dessus, carton quasi plein puisque des travaux s'engagent entre Valence et Veynes pour pérenniser la ligne. Je dis quasi plein car il reste le cas de la ligne Gap-Grenoble. Je reste optimiste.

Pour vous, quelle est la priorité pour désenclaver le département ?

Il faut tout. Je ne veux pas opposer les modes de transport, hormis la liaison aérienne Gap-Paris. Il y a le ferroviaire dont on vient de parler, mais il y a aussi le routier. J'ai ouvert juridiquement le système pour que l'on puisse faire des prolongements autoroutiers au sens de la concession autoroutière qui n'est pas à gabarit autoroutier mais routier, qui permette par exemple de relier La Saulce à la rocade de Gap et La Saulce à La Bâtie-Neuve.

Tout cela serait payé par la concession, avec ensuite une liberté de gestion, c'est-à-dire qu'une fois que c'est réalisé, ça peut être confié au Département en direction de Briançon puisque c'est une route départementale ou à l'État en direction de Gap puisque c'est une route nationale. Il faut faire en sorte que, soit par le prolongement modéré des concessions autoroutières, soit le surpavage à la sortie, on arrive à faire financer ça par le concessionnaire.

Il fallait faire changer un tas de trucs dans la loi, il fallait que les autoroutes puissent avoir un gabarit routier. Maintenant, c'est dans le texte. J'ai négocié pendant un mois avec Elisabeth Borne. On a discuté de la façon dont on pouvait faire les choses. Après, il appartient aux acteurs locaux de se saisir de cette opportunité.

On peut donc penser que les prolongements de l'A51 vers Gap et vers La Bâtie Neuve vont se faire ?

Il n'y a plus d'obstacle juridique. Aujourd'hui, on peut même créer une autoroute à gabarit routier, de bout en bout, comme ça existe à l'étranger ou encore entre Saint-Michel-de-Maurienne et le tunnel du Fréjus qui a bénéficié d'une loi spécifique dans le cadre des Jeux olympiques d'Albertville

"Concernant l'accueil des migrants, je nous trouve minables"

(en 1992). À la demande du Conseil d'Etat, nous avons introduit la notion de desserte des territoires dans la loi. Maintenant, tous les voyants sont au vert, d'autant que la question n'est ni juridique ni financière.

Votre avis sur la rocade de Gap ?

Là, je crois que l'on arrive à quelque chose d'équilibré et de suffisamment dimensionné parce que Gap ne justifie pas non plus une rocade de deux fois deux voies séparées.

Le barrage de Serre Ponçon, vous voyez sa concession mise en concurrence comme le demande l'Union européenne ?

Il y aura une mise en concurrence, mais avec des conditions telles, au niveau national, que l'opérateur historique (EDF, ndlr) restera maître du jeu. Ces conditions, notamment, c'est de prendre en compte la cohérence des chaînes de production stratégiques par vallées (la chaîne Durance-Verdon en ce qui concerne Serre-Ponçon, ndlr). Ces conditions seront mises dans l'appel à concurrence et la capacité des opérateurs alternatifs à proposer une offre va être très diminuée. En tout cas, je ne suis pas inquiet.

En station, le problème principal concerne les lits froids. Selon les stations, ils sont même parfois majoritaires sur la totalité des lits touristiques, comment peut-on sortir de cette situation ?

Il y a un moment où on se heurte au caractère inaliénable de la propriété privée. La seule solution qui peut exister, c'est de faire en sorte qu'il y ait de l'ingénierie sur ces territoires-là et de passer par toutes les procédures qui ont été mises en place sur plusieurs stations, mais il conviendrait de financer cette ingénierie. Les propriétaires seraient reçus un par un et des solutions alternatives leur seraient proposées selon le contexte. Pour produire de l'immeuble chaud, il faut que des gens s'en occupent en permanence et c'est très compliqué. Il faut qu'il y ait une solidarité régionale. En tout cas, je ne crois plus à la défiscalisation.

"Chantal Eyméoud ? On vit dans des mondes différents. En plus, le côté opportuniste ne me plaît pas."

Face au changement climatique, une étude réalisée par Météo France et l'Irstea Grenoble assure que d'ici la fin du siècle, la France pourrait perdre 90% de ses stations. Êtes-vous inquiet ?

Oui. Il faut absolument qu'on arrive dans notre région à faire en sorte que la diversification du tourisme se fasse. Pour cela, je me suis battu pour avoir des crédits au niveau régional et européen. En plus, on arrive à des chiffres d'affaires en été, qui sont supérieurs aux chiffres d'affaires hivernaux. Cette tendance est intéressante. Avant, les gens ne venaient pas à la montagne pour le ski. Ils venaient pour la montagne en général.

Avec la montée de l'intérêt pour la nature et l'environnement, ne craignez-vous pas que notre département soit "trop" privilégié ?

C'est une chance à saisir pour nous. Si on peut être le puits de carbone de toute la zone urbaine de la région, c'est bien pour notre image. Mais il faut que ce soit compensé si tel est le cas.

En mai, vous avez reçu des éleveurs à l'Assemblée nationale en compagnie d'autres parlementaires. Que leur avez-vous dit ?

Je leur ai dit clairement que, dès lors que nous dépassons le solde de viabilité du loup, il fallait qu'on puisse être plus souples sur l'abatage. Je me suis fait traiter de tout par les "écologistes", mais, il y a un moment où, quelle que soit la beauté de l'espèce, si on veut conserver un minimum d'éleveurs, on n'a pas le choix. J'ai vu la détresse chez les éleveurs et on n'a pas le droit de laisser les gens crever.

Quelle est votre vision sur la crise migratoire pour laquelle le Briançonnais est en première ligne ?

Il y a une faille d'une politique européenne. J'espère que toutes celles et ceux qui se sont engagés à trouver des solutions lors des élections européennes vont se pencher sur le problème. Je continue également à penser que dans une Europe qui manque de bras et qui n'a pas assez de travailleurs pour faire marcher la machine économique, les migrants peuvent être une chance. Je connais plus de migrants qui ont envie de bosser que de migrants qui se complaisent dans la situation qui est la leur, c'est-à-dire d'avoir une interdiction de travailler. C'est grave.

Je trouve également que l'État est en faille concernant la politique d'accueil. On laisse Briançon se démerder. Les centres régionaux sont à Marseille, (où les migrants sont obligés d'aller pour la partie administrative, Ndlr), par contre le transport n'est pas pris en charge. En fait, il n'y a qu'un mot, je nous trouve minables.